



Politique énergétique

Le temps de l'*introspection en matière de politique énergétique* est révolu

28.02.2026

D'un coup d'oeil

- L'énergie est fondamentale pour la prospérité, le progrès et les objectifs climatiques. Dans son développement, la Suisse accuse pourtant un retard considérable
- À moins d'investir rapidement dans les réseaux et les énergies renouvelables efficaces en hiver, la menace de prix d'électricité élevés et volatils plane sur l'économie et la place économique
- Il y a trois priorités vitales: un accord sur l'électricité avec l'UE, une réévaluation de l'interdiction du nucléaire et un déploiement accéléré des énergies hydraulique, éolienne et solaire alpine

L'importance de l'énergie – et de l'électricité en particulier – pour une société prospère ne saurait être surestimée. Elle crée la prospérité. La

corrélation entre la consommation d'électricité et la performance économique par habitant avoisine les 80%. En d'autres termes, un pays pauvre en énergie n'est jamais prospère. L'énergie est aussi un moteur de progrès: la recherche, la numérisation et les technologies d'avenir telles que l'intelligence artificielle sont inconcevables sans d'énormes volumes d'électricité, et nous aident en contrepartie à améliorer l'efficacité énergétique. L'énergie est donc aussi une condition de la durabilité. Sans électrification et volumes importants d'électricité décarbonée, par exemple pour le captage du CO₂, nous n'atteindrons pas les objectifs climatiques.

La situation actuelle de la Suisse est d'autant plus inquiétante. Les deux tiers des infrastructures de production électrique nécessaires en 2050 n'ont pas encore été construites. La politique et le peuple ont certes adopté des objectifs ambitieux, mais la réalité est dramatiquement à la traîne. En 2024, nous avons manqué l'objectif de développement des installations de 53% et nous l'avons même manqué de 68% en 2023. Des projets de solaire alpin sont redimensionnés, des centrales éoliennes sont bloquées et pour l'énergie hydraulique, le développement permettra de justesse – dans le meilleur des cas – de stabiliser un rendement en baisse à cause de nouvelles exigences.

Le solaire sur les toitures est en pleine croissance, mais la dynamique faiblit là aussi. Ce serait dangereux si seules, ou presque, les installations solaires en toiture progressaient. Cela entraînerait une surabondance d'électricité estivale – inutilisable faute de stockage – qui pousserait les prix dans le négatif et ruinerait économiquement les centrales capables de couvrir les besoins de base. Enfin, les réseaux électriques surchargés ne suivent pas le rythme de la décentralisation et nécessitent des investissements de plusieurs dizaines de milliards de francs.

Les conséquences sont prévisibles: des prix de l'électricité en hausse et très volatils, notamment entre l'été et l'hiver. Cela aurait l'effet d'un poison pour l'industrie censée produire toute l'année et qui, aujourd'hui déjà, ploie sous les prix élevés en comparaison internationale. Les investissements, les emplois et le pouvoir d'achat pâtiront d'un approvisionnement électrique insuffisant.

Dans ce contexte, la désinvolture avec laquelle les guerres de tranchées se poursuivent en matière de politique énergétique est difficilement acceptable. Le débat est dominé par les lignes rouges. Pourtant, il n'y a pas besoin d'experts

pour comprendre le problème: exiger de l'électricité propre, sûre et bon marché, produite en Suisse sans énergie éolienne ni nucléaire et sans atteintes au paysage, c'est trop demander.

Trois réalités ne peuvent plus être occultées:

1. **Il faut un accord sur l'électricité avec l'UE.** L'intégration dans le marché européen de l'électricité augmente la sécurité de l'approvisionnement, réduit les besoins relatifs à des réserves coûteuses et permet, à moyen terme, des économies de plusieurs dizaines de milliards. En réalité, les «inconvenients» souvent critiqués (comme l'ouverture du marché) sont en fait des possibilités de se réinventer. Que l'on soit pour ou contre les accords bilatéraux, la nécessité de l'accord sur l'électricité tombe sous le sens.
2. **L'interdiction du nucléaire n'est plus tenable.** L'énergie nucléaire connaît une renaissance dans le monde entier. Plus de 200 installations sont en cours de construction ou planifiées. L'UE estime qu'il s'agit d'une option verte et «essentielle» pour atteindre l'objectif zéro émission nette. La Chine et les États-Unis misent également sur les énergies renouvelables et le nucléaire. Ne nous voilons pas la face: notre pays non plus ne pourra pas s'en passer de sitôt. De nouvelles constructions pour remplacer les centrales en place pourraient s'imposer afin d'éviter un lourd déficit après 2050. De toute façon, il s'agit d'un faux débat: le choix qui se pose n'est pas avec ou sans nucléaire, mais avec du nucléaire suisse ou avec du nucléaire français importé.
3. **Il faut aller de l'avant dans le domaine des énergies renouvelables efficaces en hiver.** Cela concerne aussi bien l'hydraulique que l'éolien et le solaire alpin. Pour cela, il faut accélérer les procédures, mieux cibler la promotion et développer résolument le réseau. Le climat politique étant actuellement défavorable, il convient en outre de se concentrer sur les projets au meilleur rapport coût/bénéfice, et de les mener à bien sans conditions.

Le temps est compté. Soit nous réglons le problème à la manière suisse, bien rodée, c'est-à-dire avec pragmatisme, soit le problème nous écrasera. Le système énergétique n'obéit pas aux souhaits de la politique, mais aux lois de la physique – et la physique n'attendra pas que nous ayons terminé notre introspection en matière de politique énergétique.

La version originale de cet article a paru le 26 février 2026 dans la Handelszeitung.



Alexander Keberle

Responsable Politique de la place économique, membre de la direction

Dominique Rochat

Responsable de projets Senior Énergie, environnement, infrastructures et numérisation